ISRAËL, LE PROCESSUS DE GUERRE

# *Le 3 décembre d'Ariel Sharon*

**Le Moyen-Orient est entré dans une nouvelle phase de son histoire depuis le weekend sanglant des 1er et 2 décembre 2001. À la suite des terribles attentats en Israël, le gouvernement américain a marqué, d'une manière qui en a surpris plus d'un, un soutien au gouvernement Sharon qui, depuis le 3 décembre, s'en prend militairement au Hamas, au Jihad islamique et surtout à l'Autorité palestinienne dirigée par Yasser Arafat. Comprendre ces évènements, c'est comprendre comment s'est nouée la rencontre entre deux stratégies a priori étrangères l'une à l'autre : la déjà ancienne stratégie « anti-Oslo » de la droite extrême israélienne et la nouvelle stratégie des États-Unis, qui depuis le 11 septembre 2001 vise la constitution d'une alliance militaire mondiale centrée sur la lutte antiterroriste. On doit expliquer comment cette rencontre a pu se réaliser, mais aussi s'interroger sur sa portée morale et politique, sans masquer non plus les dangers immenses qu'elle fait courir à la paix mondiale.**

PAR JEAN DE MUNCK

Lorsque, le lundi 3 décembre 2001 au matin, il descend de l'avion qui le ramène précipitamment des États-Unis, Sharon débarque dans un pays encore sous le choc, terrible, des attentats du weekend : les rues sont vides, les gens se terrent, l'angoisse est épaisse. Mais le Premier ministre est transporté par sa détermination. Déjà, les réunions sont convoquées, le programme établi, le plan bouclé. En un jour, il verra les responsables de la sécurité du pays, rencontrera ses collègues du cabinet restreint — Ben-Eliezer, Peres. Il s'adressera, le soir même, à la Nation et il répètera le noyau de convictions que, depuis cinquante ans, cultive l'Israélien ordinaire : « Oui, Israël est en danger. Ne vous y trompez pas : vos ennemis veulent vous jeter à la mer. Rappelez-vous : nous avons gagné toutes nos guerres. Pourquoi pas celle-ci ? Ne vous faites pas d'illusions : Arafat est le principal

Mais Sharon sait aussi que la situation est volatile. Et, en effet, tout se renverse en ce weekend du 1er décembre. Le camp des durs triomphe à Washington. Kandahar ploie sous les bombes, les talibans sont à genoux, les chefs afghans débouchent sur un accord à Bonn. En un mois et demi, tous les obstacles ont été balayés, l'Afghanistan n'est pas un nouveau Vietnam, l'émeute arabe tant redoutée n'a pas eu lieu : preuve est faite que l'audace paie, monsieur le Président, que la prudence est le contraire de la sagesse quand on est américain et qu'il ne faut jamais écouter les colombes du malheur. Alors que, devant une meute de caméras, Sharon s'incline devant les ruines du World Trade Center dans la plus grande ville juive du monde, les *hardliners* de l'administration Bush demandent que soit mise en œuvre, très vite, la « deuxième phase ». Or le Hamas vient de frapper en Israël. Les images sanglantes, insupportables, de Jérusalem, Haïfa, New York se télescopent sur les écrans de télévision, dans les têtes et dans les cœurs des Américains. Moment de grâce, qu'Ariel Sharon saisit au vol : attendue depuis trois mois, une extraordinaire rencontre devient, soudain, possible, celle d'une *stratégie à long terme de la droite israélienne* avec la *nouvelle politique américaine*. C'est cette rencontre qu'il faut expliquer et sur laquelle nous devons, aujourd'hui, porter un jugement.

## L'OPTION DE SHARON

Depuis l'élection triomphale de Sharon en février 2001, beaucoup de commentateurs se sont interrogés sur les tactiques du gouvernement israélien, qui semblait si souvent souffler le chaud et le froid, la diplomatie et la guerre, la répression et l'ouverture. Pourtant, par-delà sa souplesse tactique, il n'est pas difficile de voir que Sharon a, depuis son retour au pouvoir, poursuivi un seul objectif stratégique d'une manière rigide, obstinée et quasiment monomaniaque : la délégitimation de Yasser Arafat et de l'Autorité qu'il dirige.

À dire vrai, cette option avait déjà été esquissée, avant Sharon, par Ehoud Barak lui-même, dès le refus par Arafat du fameux « cadeau généreux à prendre ou à laisser » de Camp David. À ce moment, le gouvernement Barak aurait pu poursuivre les pourparlers, continuer la négociation avec les Palestiniens, qui étaient loin de refuser toute forme de compromis, comme l'a montré le succès relatif, mais tardif, de Taba. Au lieu de cela, Barak s'est empressé d'interpréter l'insistance d'Arafat à mettre la question du retour des réfugiés sur la table comme la « preuve » enfin donnée, claire, vivante et évidente qu'Arafat ne voulait qu'une chose : la destruction de l'État d'Israël. Comme si l'*évocation* d'une question controversée dans une négociation témoignait, sans doute possible, de la volonté de destruction du partenaire. Comme si le « règlement » total et final du conflit qu'entendait faire signer, en un jour historique, l'administration Clinton, pouvait faire l'économie d'*un des contentieux les plus durables* qui divisent les partenaires, puisqu'il remonte non point à 1967, mais à 1948.

« Nous n'avons personne à qui parler » : ce thème, d'abord murmuré, fut progressivement amplifié à mesure que se poursuivait l'intifada, de sep-

tembre 2000 à janvier 2001. En janvier 2001, après l'échec des négociations-marathon de l'administration Clinton finissante (menées sur le thème « Palestiniens, ne manquez pas votre dernière chance ! »), il a définitivement couvert la voix des partisans d'Oslo, y compris au sein du parti travailliste[1]. On ne saurait sous-estimer la coupure. En disant cela, c'est Barak lui-même qui inaugurait la rupture avec la politique travailliste des années nonante, celle de Rabin et de Peres, et qui enterrait le processus d'Oslo. En délégitimant Arafat, Barak rejoignait une des plus durables positions de la droite et de l'extrême droite israéliennes. Du même coup, dans cette campagne électorale de janvier 2001, il rendait la position travailliste absolument illisible. L'électeur ne s'y est pas trompé. Tant qu'à faire, il a préféré l'original à la copie : il a donc voté Sharon. Loin d'être un ingrat, à peine en selle, celui-ci a proposé le portefeuille de la Défense à Ehoud Barak, qui, à la suite de sa défaite cuisante, n'a pu que le refuser (à son très grand regret). Vieux grognard de l'aile dure du parti travailliste, Ben-Eliezer est donc monté au feu, noyant définitivement, avec la complicité de Peres, toute différence travailliste dans un gouvernement de faucons. Yossi Sarid et quelques autres eurent beau protester : le nouveau consensus israélien occupe désormais tout l'espace. C'est un consensus de droite et d'extrême droite.

La légitimité d'Arafat ? Elle est bien, du point de vue de la droite israélienne, le principal obstacle à la paix d'Israël. Ah, que la résistance palestinienne était jolie dans les années soixante et septante ! À cette époque, de multiples factions se disputaient la légitimité palestinienne. Instrumentalisées par les pays arabes, elles s'entredéchiraient joyeusement sous la bannière d'un surréaliste panarabisme connoté de marxisme et de socialisme. La volonté de destruction d'Israël et le terrorisme étaient à l'ordre du jour, discréditant la cause palestinienne aux yeux de l'opinion occidentale. L'extraordinaire réussite d'Arafat, qui témoigne d'un génie politique peu commun, fut de réussir, dans un climat hostile, à transformer en vingt ans ce chaos politique en une *seule* entité légitime sur les *quatre* grandes scènes qui comptent pour faire aboutir le combat palestinien.

D'abord, sur la scène *palestinienne* elle-même, il a réussi à unifier (non sans quelques exclusions) dans une organisation — l'O.L.P. — les différentes fractions idéologiques ; il a pu s'implanter tant en diaspora qu'en territoires occupés. Sur la scène *arabe,* en deuxième lieu, malgré les mortelles aventures jordaniennes, syriennes et libanaises, malgré l'hostilité de tant de pouvoirs qui voulaient bien de la cause palestinienne à la condition qu'elle fût sans Palestiniens, une autonomie a peu à peu été grignotée, une liberté de mouvement que beaucoup de régimes arabes lui reprochent encore mais contre laquelle ils ne peuvent (presque) rien. Sur la scène *occidentale* en troisième lieu, Arafat a pris la mesure de l'importance de l'effort diplomatique et intellectuel à accomplir pour légitimer la cause palestinienne. Il a

[1] Il faut se souvenir du fait que, comme l'a fortement souligné Pascal Fenaux, la coalition qui soutenait le gouvernement Barak n'était pas elle-même majoritairement favorable aux accords d'Oslo. Voir Fenaux, Pascal, « Bye bye Barak », *La Revue nouvelle*, février-mars 2001, n° 3, p. 18.

su coopter ces intellectuels palestiniens brillants qui avaient fait leurs études en diaspora, les détourner de toute forme de gauchisme terroriste pour les enrôler à ses côtés dans un grand effort d'explication raisonnée du problème palestinien. Il a réussi à faire oublier le terrorisme, maladie infantile de la résistance palestinienne. Il a su accomplir les pas décisifs qui menaient le radicalisme palestinien sur la voie du compromis diplomatique et du droit international. Enfin, consécration suprême, le processus d'Oslo a signifié la conquête d'une légitimité de l'O.L.P. *aux yeux d'Israël* même. En serrant la main d'Arafat, Rabin reconnaissait simultanément un symbole, un droit et un acteur historique.

## OSLO, À CONTRE-COURANT DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE ISRAÉLIENNE

Le processus d'Oslo représentait donc une défaite du sionisme de droite, qui n'a jamais renoncé à la colonisation et a toujours voulu réduire le peuple palestinien à un ensemble de « populations » sans légitimité historique. Du point de vue postnational auquel est arrivé l'Europe, cette « géothéologie dégradée en géopolitique », comme dit Ricœur[2], apparait totalement incompréhensible. Pourtant, rien dans le comportement du gouvernement Sharon en 2001 n'est intelligible sans le noyau dogmatique de l'injonction à coloniser la totalité d'Eretz-Israël. Lorsque Sharon quittera le parti travailliste dans les années septante pour rejoindre Menahem Begin (le pestiféré), il expliquera sa décision en disant qu'il ne comprenait rien aux hésitations travaillistes à coloniser les territoires acquis en 1967, puisqu'il s'agissait tout simplement pour Israël de faire, en situation d'État fort et indépendant, ce qu'avait fait le sionisme en situation minoritaire et dominée jusqu'en 1967.

Si l'histoire de la naissance de l'État d'Israël depuis 1948 se confond avec celle de la domination travailliste, l'histoire d'Israël depuis 1977 est celle de la recomposition du projet national autour de la droite. En ce sens, le processus d'Oslo allait à contre-courant de la dynamique profonde de la société israélienne[3]. Trois générations de leaders ont réussi cette recomposition étonnante : Begin et Shamir ont fait le lien entre l'aile droite dure du Yeshouv d'avant 1948, qui fut défaite par Ben Gourion, et l'État moderne d'Israël ; Sharon incarne une droite militaire identifiée à l'armée d'Israël, à la conquête de 1967 et à l'occupation ; Netanyahou ancre définitivement la droite israélienne dans la droite postmoderne internationale, en combinant l'ethnicisation de la société, la reconnaissance de l'extrême droite, le culte des *basic values* méritocratiques, un néolibéralisme outrancier et un style politique berlusconien.

---

[2] Ricœur, Paul, « Perplexités sur Israël », *Lectures 1, Autour du politique*, Paris, Seuil (Points n° 382), p. 366.

[3] Voir notre entretien avec Pascal Fenaux sur la radicalisation de la société israélienne, dans ce numéro, qui éclaire les aspects sociologiques de ce processus.

Quant au peuple palestinien, la droite a toujours su qu'elle devait composer, négocier, marchander, avec lui. Mais le peuple est une entité abstraite. La question politique centrale est celle de son représentant. Or, l'O.L.P. à ses yeux est le pire des représentants possibles car, sous la houlette d'Arafat, il incarne une historicité palestinienne qui porte son combat *au même niveau* de légitimité nationale et de reconnaissance internationale que le combat sioniste pour un État juif indépendant. C'est pourquoi, avant Oslo, la grande question pour Israël était de susciter des porte-paroles palestiniens alternatifs. Toute formule était bonne, du moment qu'elle ne valide pas l'O.L.P. Longtemps, une bonne partie des Israéliens ont vu dans la Jordanie le représentant « naturel » du peuple palestinien. Begin caressait l'idée d'un compromis avec des notables palestiniens en territoires occupés, sans intervention de la diaspora. Sharon a ouvert les portes de Gaza, au début des années quatre-vingt, à l'islamisme radical, jugé bien préférable à l'O.L.P. Mais l'organisation de Yasser Arafat s'imposa, envers et contre tout. Par cette consécration, vainqueur sur le champ de bataille, Israël était vaincu sur le plan symbolique et politique. C'est pour cela que Oslo ne fut jamais véritablement accepté par une frange importante de l'opinion israélienne, dont Sharon et Netanyahou furent les porte-paroles incendiaires. Ceux-là n'ont jamais adhéré au réalisme de Peres qui ne cessait de répéter : « Si nous ne discutons pas avec Arafat, nous ne discutons avec personne. » Eux, en vérité, ont toujours été prêts à « discuter » avec n'importe qui. Sauf avec Arafat.

## DIX MOIS DE DISQUALIFICATION DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Lorsque, en février 2001, Sharon reprend les rênes du pays, il sait que tout a changé grâce au gouvernement Barak. Il ne s'agit plus cette fois de détruire une force militaire, mais le crédit qu'a accumulé en vingt ans le leader palestinien sur les quatre scènes de son combat. Pour le public israélien d'abord, Sharon ressort le vieux répertoire du « menteur pathologique », du « terroriste sans scrupules », du leader extrémiste « qui n'a jamais renoncé, au fond de lui, à la Charte palestinienne ».

Il faut aussi décrédibiliser Arafat aux yeux de son propre peuple, aux yeux du monde arabe, aux yeux de l'opinion internationale. Un double mouvement pour cela : faire peser, sur ce chef sans État, des obligations de chef d'État en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme; simultanément, profiter de chaque incident pour lui ôter un peu plus les moyens de les accomplir. On exige des cessez-le-feu, des arrestations de militants, des coups de filet d'envergure ; d'un autre côté, on coupe les routes, on démolit les commissariats de police, on bombarde les camps, on assassine les leaders politiques avec lesquels il serait possible de négocier, on envahit régulièrement la zone A, fragile réduit de la souveraineté palestinienne. Non sans prendre de très grands risques pour les civils israéliens : en assassinant des chefs du F.P.L.P. et du Hamas, les Israéliens savent bien qu'ils provoqueront, tôt ou tard, des carnages à l'intérieur de la Ligne verte (la frontière d'avant 1967). Mais qu'importe ce risque, quand on considère que la négociation avec l'Autorité palestinienne est, à moyen terme, un risque plus grand encore ?

Oui, qu'importe ce risque, puisqu'il ouvre toujours plus la possibilité d'une solution militaire, jugée bien préférable à la conciliation sous la contrainte américaine et les larmes d'émotion européennes ? Le leadership d'Arafat, reconnu internationalement, est un obstacle sérieux à l'occupation tranquille des territoires ; en revanche, la domination du Hamas ou le chaos en Palestine redonneraient à Israël une liberté d'action totale, internationalement légitimée. Et le cercle guerrier se poursuit, toujours plus violent, plus agressif, à peine perturbé par la diplomatie infatigable que mène Peres sur la scène des sourires internationaux et des mains tendues. L'extrême droite ne cesse de dénoncer ce ministre qui sort de la ligne gouvernementale, mais, fin renard, Sharon l'ignore et laisse faire le vieux travailliste. Il faut leurrer l'opinion internationale : Peres peut au moins servir à cela.

Du côté palestinien, l'Autorité palestinienne est consciente du piège, mais elle peine à discipliner ce qui ressemble si peu à des troupes. Les attentats, les tirs de mortier, les fusillades sur les routes de Cisjordanie et Gaza répondent de plus belle aux manœuvres israéliennes. Tous les jours, les Israéliens voient, à la télévision, les foules palestiniennes déchainées portant leurs morts et hurlant la haine d'Israël, les milices en cagoule, les larmes, les cris, la rage des colons. La guerre « de basse intensité » s'installe dans le pays. Au bout du compte, sa victime principale est l'autorité d'Arafat. Ambigu, trop ambigu, cet Arafat aux multiples visages, disent les Israéliens. Mais le pouvoir palestinien n'est qu'une ombre, il ne règne policièrement que sur 18 % des territoires. Coincé dans ce réduit, il est, de plus, sans cesse affaibli, humilié, désagrégé par la stratégie de Sharon. Et surtout, Arafat doit compter politiquement avec son « extrême droite » à lui, le Hamas, qui, au contraire de l'extrême droite du côté israélien, n'est pas intégrée dans le (maigre) appareil palestinien et qui ne lui a jamais pardonné les tueries de 1994[4]. Arafat hésite, louvoie, donne des gages aux uns et aux autres. Il désespère le camp de la paix en Israël et agace les Occidentaux, qui se demandent s'il y a encore une stratégie Arafat.

Lorsque le Hamas réussit, au cours du weekend sanglant des 1er et 2 décembre, les attentats à Jérusalem et à Haïfa, Sharon sait que l'heure est venue d'achever le travail de destruction et de modifier la donne sur le terrain. Préparée par un intense dialogue avec la frange la plus dure de l'administration américaine, facilitée par l'émotion qui accompagne l'annonce médiatique des grands massacres, une heure de tête-à-tête avec George Bush a suffi à Ariel Sharon pour obtenir le feu vert qu'il espérait. Au cours du cabinet de crise du 3 décembre, les ministres d'extrême droite proposent au gouvernement, avec le soutien de Sharon, d'inscrire l'Autorité palestinienne au rang des « entités terroristes » tout en exigeant d'elle un effort maximal contre le terrorisme islamique ! Sharon jubile : en déclarant la guerre aux Palestiniens, Israël déclare du même élan la guerre civile en Palestine. Peres demande un report du vote, refusé par Sharon. Avant la décision positive du gouvernement, les ministres travaillistes quittent la

[4] Le 18 novembre 1994, la police palestinienne nouvellement instituée ouvre le feu sur des militants du Hamas à la sortie de la grande mosquée de Gaza, tuant seize personnes.

séance, sans voter. On les dit fâchés. Toute honte bue, ils rejoindront douze heures plus tard le grand consensus israélien.

Le monde entier se frotte les yeux, n'y comprend rien. Les braves journalistes occidentaux déclarent benoitement que la stratégie de Sharon est incompréhensible, contradictoire, incohérente. Cette semaine du 3 décembre, tous les médias titrent sur une interrogation : « Mais que veut donc Sharon ? », comme si c'était encore une question. À croire que les médias sont là pour ne pas montrer et rendre tout incompréhensible ! Le parcours du gouvernement Sharon a abouti. Une logique d'acier. La stratégie la plus « pure ». La dernière ligne droite du long chemin de la droite israélienne depuis l'erreur d'Oslo. La victoire, posthume, de Jabotinsky et Begin.

## DEUX DÉCISIONS AMÉRICAINES

Si la stratégie de la droite israélienne est limpide, celle de l'administration Bush l'est beaucoup moins. Car il fallait bien que Washington donne son accord pour que le coup du 3 décembre devienne possible. La question « que veut donc Washington ? » apparait bien comme une énigme sérieuse, quand la même question appliquée à Sharon a toujours-déjà trouvé sa réponse. Le 3 décembre, George Bush n'a pas pris une mais *deux décisions,* extrêmement importantes, dont les effets potentiels sont énormes. La première décision n'est pas illégitime sur le plan moral, mais elle est extrêmement peu avisée dans son approche de la situation et dans son mode de réalisation. Quant à la seconde, elle pose d'énormes problèmes de légitimité.

Première décision, officielle et proclamée : Washington inscrit le Hamas dans la liste des organisations terroristes cibles de la coalition internationale qu'il a constituée depuis le 11 septembre et lui déclare la guerre. Même convaincu de la nécessité morale du combat antiterroriste, en s'en tenant au plan d'une prudence politique élémentaire, on n'y peut voir qu'un péril très grave pour l'ancrage de la coalition dans le monde arabe. Le Hamas est en effet une organisation islamique dont le statut n'est en rien semblable à celui de l'organisation Al-Qaida[5]. Si celle-ci instrumentalise la lutte palestinienne au profit d'un combat désapprouvé tant dans ses buts que dans ses moyens par une grande partie de l'opinion musulmane, il en va tout autrement du Hamas palestinien, acteur clef de la renaissance islamique des années nonante. Il est un groupement né, en territoire occupé, de la première intifada, dont le combat *se confond avec* la cause palestinienne, considérée à tort ou à raison comme une cause sacrée de l'islam par une majorité de musulmans. En outre, le Hamas jouit d'un soutien certain du monde arabe, jusqu'au sein des régimes dits « modérés » : il a, notamment, été financé par des régimes arabes conservateurs après la guerre du Golfe — dont le Koweït, soucieux de contrebalancer à Gaza et en Cisjordanie l'influence de l'O.L.P. (considérée comme traitresse après son maladroit soutien à l'Irak).

---

[5] Pour une brève histoire de l'islam politique en Palestine, cfr Kepel, Gilles, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard (NRF), 2000, chapitres 4 et 9.

Par ailleurs, l'adversaire type du Hamas n'est pas le civil innocent travaillant à Manhattan, mais le soldat israélien ou le colon armé du Yesha[6]. Si le mouvement, depuis 1996, connait une dérive *terroriste* qui le pousse à assassiner des civils à l'intérieur de la Ligne verte, il a d'abord été — et demeure pour partie — un mouvement de *résistance armée* dans les territoires face à une *occupation* non moins *armée*. C'est pourquoi il sera, dans ce cas, beaucoup plus compliqué pour George Bush d'expliquer à l'opinion musulmane que la guerre américaine n'est pas une guerre menée contre l'islam ou contre les Palestiniens.

Le problème terroriste posé par le Hamas ne date pas de l'intifada Al-Aqsa. Il constituait un des points clefs du volet sécuritaire des accords d'Oslo. À partir de 1994, le Hamas a été combattu (avec succès) par l'Autorité palestinienne. On pourrait penser qu'en 2001 encore, cette dernière stratégie mériterait, une nouvelle fois, d'être activée, puisque, de cette manière, il devient possible de dissocier le combat antiterroriste du combat antipalestinien. Et c'est bien ce qu'officiellement demandent les États-Unis (et l'Europe, et Israël) à Arafat. Mais dans ce cas, il aurait *aussi* fallu que les États-Unis obligent le gouvernement Sharon à mettre un frein à sa campagne de dénigrement, d'affaiblissement opérationnel d'Arafat et à rouvrir des négociations avec lui. Comme l'ont très bien compris les Européens, il faudrait renforcer Arafat, le crédibiliser, et non l'affaiblir. Or le 2 décembre, George Bush a pris une *deuxième* décision, indirecte il est vrai : en application d'un singulier principe de subsidiarité antiterroriste, il *laisse faire* Sharon, qui ajoute unilatéralement l'*Autorité palestinienne* à la liste des terroristes. De cette manière, les États-Unis avalisent implicitement la stratégie de la droite israélienne extrême. Cela revient à dire qu'entre le fanatisme, religieux ou sécularisé, de colons juifs qui mettent l'armée israélienne à leur service et le fanatisme des terroristes musulmans, Washington a délibérément cessé d'être neutre[7]. Du même coup, non seulement est trahie la promesse faite aux régimes arabes de rééquilibrer la politique américaine au Proche-Orient, mais le déséquilibre se trouve *aggravé* par rapport à ce que pouvait être, par exemple, l'attitude de l'administration Clinton.

---

6 « Yesha » est l'acronyme hébreu pour « Judée-Samarie ». Il désigne désormais l'ensemble des colonies situées en territoires occupés (Gaza y compris).

7 Le dimanche 9 décembre 2001, comme pour lever toute équivoque, le gouvernement israélien décide de tenir son premier conseil des ministres « de guerre à outrance contre le terrorisme » à Beit El, en Cisjordanie, pour montrer sa solidarité avec les colons. On ne peut être plus explicite sur la signification de cette nouvelle guerre d'Israël. Au cours du même weekend, le maire sortant de New York, le maire entrant et le gouverneur de l'État de New York font une visite-éclair (très médiatisée) de solidarité avec Israël : ils vont au mur des Lamentations, s'inclinent devant les victimes israéliennes du terrorisme. Au programme, pas un mot, pas un geste pour les lieux de culte musulmans ou pour les victimes palestiniennes du conflit. Celles-là n'ont, tout simplement, pas droit à la compassion américaine.

## LE LÉVIATHAN COMME FORME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Au-delà de ces aspects propres au dossier palestinien, la deuxième décision de Bush engage le *sens* même de l'union des nations autour de la cause antiterroriste. La coalition mise sur pied par Bush après le 11 septembre rassemble des gouvernements dont certains sont démocratiques, d'autres non. Elle a pour mission de garantir la sécurité des États contre toute forme de terreur par une coopération renforcée placée sous le pouvoir exclusif de l'un d'entre eux. On voit clairement, à ce seul énoncé, que le grave danger politique de ce type de coalition serait de se réduire à une fraternité militaro-policière des pouvoirs en place, en particulier de ceux qui sont confrontés à une importante contestation intérieure s'exprimant partiellement ou totalement par la violence : si les États-Unis ont leur Ben Laden, les Russes n'ont-ils pas leurs Tchétchènes, les Turcs leurs Kurdes, les Espagnols leurs Basques, les Israéliens leurs Palestiniens, etc. ? Même si elle n'a que la paix à la bouche, la coalition ne fait pas le choix de la non-violence dans la résolution des conflits ; elle s'auto-investit du droit de déterminer quelle est la violence légitime et de s'en réserver, par contrat, le monopole. Cette construction n'est pas sans précédent. Elle possède même sa doctrine de référence. C'est la philosophie politique de Hobbes. Nous voilà, à l'aube du IIIe millénaire, devant un *Léviathan* grandeur nature, tel qu'il fut conçu par le génial Anglais dont l'obsession était de mettre fin aux guerres de religion. Le pouvoir d'*un seul* n'y découle, par la médiation d'un pacte, que de la peur *de tous*. Ce qu'évacue cette version de l'état de nature et de l'« artefact » étatique qui en résulte, c'est bien sûr la référence à un droit extérieur à l'association (par exemple, le droit à la révolte face à une occupation étrangère). Dans ce cas, le droit n'est jamais que la règle validée par le souverain suprême. Une fois le pacte scellé, rien n'arrête le Léviathan, aucune cause n'est légitime en dehors de sa volonté arbitraire. *Auctoritas non veritas facit legem.*

La décision du 2 décembre s'inscrit dans ce type de doctrine. Si le fondement normatif de la coalition est uniquement de type « sécuritaire », alors il devient normal qu'un conflit comme le conflit israélo-palestinien soit thématisé en termes purement policiers. Il est tout aussi légitime que les décisions soient prises dans le secret des états-majors, qui constituent l'instance la plus capable d'en *calculer* la pertinence. Si cette option n'est pas seulement purement conjoncturelle, elle augure d'autres décisions de « pacification » de la « périphérie ». Elle signifie le mépris du droit et la négation de toute procédure démocratique d'élaboration de la règle sécuritaire internationale.

Sur tous ces points, l'Europe apparait aujourd'hui la *seule* puissance capable d'orienter les choix américains, à condition qu'elle le veuille. Pour nous Européens, il devrait être clair qu'il y a *une condition* à la légitimité d'une coalition sécuritaire comme celle que tentent de mettre sur pied les États-Unis : le respect du droit des peuples, la visée de la justice, l'implication des parties concernées. Faute de cette référence, la coalition perd toute légitimité morale. Nous devons aujourd'hui, de toutes nos forces, refuser d'entrer dans la mondialisation hobbesienne que propose la frange dominante de l'administration américaine.

## OSLO : UN DOUBLE ACQUIS, POLITIQUE ET MORAL

À l'heure où ces lignes sont écrites, la situation est plus incertaine que jamais. Prudents comme des renards, les gouvernements arabes n'ont pas encore déterminé une stratégie. Il est douteux qu'ils frappent fort avant quelques mois. Cependant, les gouvernements arabes ne sont pas le monde arabe, et on doit d'ores et déjà y redouter l'infusion lente, mais sure, de redoutables développements à la suite du comportement israélo-américain. Ils ne porteront leurs conséquences qu'à moyen terme.

De leur côté, les Européens sont surpris, fâchés de n'avoir point été écoutés par les Américains, mais ils laissent faire en réaffirmant leurs exigences d'équilibre et de symétrie des efforts (un coup pour les Israéliens, un coup pour les Palestiniens) dans une situation que tout le monde sait, pourtant, totalement asymétrique. Mesureront-ils ce qui se joue dans cette « deuxième phase » de l'opération « Justice sans limites », pour le monde comme pour eux-mêmes ? Ce n'est pas sûr : les Israéliens se disent eux-mêmes les premiers étonnés du succès que rencontre, dans les chancelleries européennes, leur campagne de délégitimation d'Arafat. Quant aux Américains, vont-ils, dans les faits, laisser Sharon démolir totalement l'infrastructure de l'Autorité palestinienne, humilier Arafat, réenvahir la zone A ? Vont-ils accepter de faire courir des risques énormes à la paix mondiale, de couvrir les exactions de la « contre-terreur » en territoires occupés et de plonger la Palestine dans le chaos ? Entre stupeur, inhibition et lâcheté, le monde soupèse les nouveaux risques. Nul ne peut, à ce stade, dire ce que sera la Palestine dans six mois, ni si Arafat sera encore en selle, assassiné, expulsé ou simplement affaibli. Une seule chose est sure : une nouvelle période s'ouvre en Palestine, une page est tournée, la page des accords d'Oslo.

Les accords d'Oslo avaient de nombreux défauts. À la lumière des derniers évènements, on peut penser que ceux qui y voyaient de mauvais accords avaient raison[8]. Cependant, ces accords ont eu une incontestable double qualité historique. D'abord, ils ont constitué un rempart, trop tardif sans doute, à la stratégie de l'extrême droite israélienne — en reconnaissant l'O.L.P. comme un partenaire de paix, avec tout ce que cela représente sur le plan symbolique et politique. De cette manière étaient évacués, comme non pertinents, le cadrage religieux du problème, le cadrage sécuritaire et le cadrage panarabe, au profit d'un cadrage national soumis, en principe, à l'ordre juridique international. Sans l'O.L.P., le risque existerait de voir resurgir des cadres alternatifs de la question, spécialement religieux et sécuritaire, qui tous deux renvoient à des ordres d'universalité bien différents de l'ordre du droit. Il importe donc de bien saisir que la construction cognitive et normative du contentieux est intimement liée au choix de l'acteur historique habilité à le négocier.

En second lieu, les accords d'Oslo ont permis d'élever le niveau du débat israélo-palestinien. Avant le processus d'Oslo, les Palestiniens comme les

[8] On lira à ce sujet les analyses publiées sous le titre « La mort des accords d'Oslo ou la stratégie de l'échec » par P. Fenaux, *La Revue nouvelle*, novembre 2000, numéro 11, p. 48-56.

Israéliens étaient enfoncés dans une méconnaissance réciproque totale. Les Palestiniens ne connaissaient rien de l'histoire juive et ne voyaient dans les Israéliens que des colons impérialistes. Les Israéliens niaient, contre toute évidence historique, l'existence même du peuple palestinien. Conséquence de la première intifada qui a permis aux deux populations de se confronter dans une dimension de vérité, la dynamique d'Oslo cristallisa un moment de complexification de la question car elle exigea, des deux côtés, une modification des images réciproques. Elle donna surtout l'impulsion au développement d'*un rapport critique à sa propre identité*. Les Israéliens, notamment par la bouche de leurs « nouveaux historiens[9] », ont commencé à intégrer la présence du Palestinien dans leur représentation d'eux-mêmes. Le « péché originel » d'Israël ne faisait plus l'objet d'une négation pure et simple. La résistance palestinienne aussi découvrait son propre « péché originel » : le terrorisme aveugle. Un débat important dans la société palestinienne et arabe était en cours sur cette question depuis la fin des années septante. Il s'est amplifié dans les années nonante, encouragé par les perspectives, certes fragiles, qui s'ouvraient pour l'embryon d'État palestinien. En d'autres termes, le processus d'Oslo n'avait pas seulement une dimension politique, il avait aussi une dimension éthique et identitaire — qui se ramène toujours, finalement, à la figure hégélienne de la reconnaissance fondant la limitation de la conscience de soi par celle de l'Autre et annonçant, du même coup, l'assomption du droit.

Il faut bien prendre la mesure du fait que cet acquis est malheureusement réversible. Dans la situation actuelle, dominée par les plus extrémistes des acteurs en présence, le danger est grand d'une régression à un stade dialectique antérieur. La page d'Oslo, dans ce cas, ne serait pas seulement tournée, mais arrachée. Retour au « Palestinien terroriste » ; retour au « complot juif et sioniste contre le monde arabe » ; retour à « l'Arabe menteur » ; retour à « l'Israélien tueur d'enfants » ; retour aux « essences » du Juif et du Palestinien déclinées comme autant d'insultes. L'histoire bégaye, nous ne sommes pas en 2001, mais en 1967 au Caire, en 1981 à Beyrouth.

Des signes inquiétants de ce bégaiement se sont manifestés, notamment à Durban cet été, quand une conférence mondiale crut intelligent de rouvrir le débat sur le vieux slogan des années septante : « Le sionisme est du racisme. » Devrons-nous le répéter une fois de plus à nos « progressistes[10] » ? Non, le sionisme n'est pas raciste *par essence*, pas plus que la cause palestinienne n'est terroriste, pas plus que l'Église catholique n'est identifiable à l'Inquisition ni le communisme au goulag. Penser le contraire, ce serait faire une erreur sur le passé : comment ignorer les composantes démocratiques et socialistes du sionisme, comment réduire le sens d'un projet d'émancipation à ses dérives (hélas bien réelles), comment oublier la longue conversation juive sur le Retour, la pluralité des voix qui ont donné consistance à son espoir, comment oublier Buber, Arendt, Goldman ? Pourquoi

[8] Voir le dossier de *La Revue nouvelle*, mai-juin 1998, n° 5-6.

[10] Pour un compte rendu fouillé, voir Fenaux, Pascal, « Durban, au bonheur d'un très (moyen) Orient », *La Revue nouvelle*, septembre 2001, n° 9, p. 29-36.

laisser à l'extrême droite le droit de s'approprier le sens d'une aventure polyglotte, collective et tragique ? Surtout, la promotion d'un tel slogan revient à bloquer définitivement l'avenir : comment les Israéliens pourraient-ils s'engager dans une révision de leur rapport au Palestinien si le sens de leur histoire est enfermé dans une telle essence ? Comment, en supposant que toute forme d'État juif en Palestine serait l'accomplissement d'un destin raciste, encourager encore la démocratisation raisonnée de l'État des Juifs, qui est pourtant loin d'être perdue d'avance ? Dire que le sionisme, c'est du racisme, c'est annoncer que la destruction de l'État israélien est l'unique voie de sortie démocratique du conflit. Chacun doit mesurer l'ampleur de la criminelle irresponsabilité dont il se fait ainsi le complice vociférant.

Si les Européens ont un rôle à jouer aujourd'hui, il consistera, pour l'essentiel, à sauvegarder ces deux acquis du processus d'Oslo. D'une part, il convient de maintenir fermement que l'O.L.P. reste un partenaire incontournable du conflit, car seul cet acteur historique donne au problème palestinien une *formulation* digne de la tradition démocratique. D'autre part, il est crucial de maintenir le niveau de conscience, cristallisé, depuis Oslo, dans la notion de *reconnaissance réciproque* de deux collectivités nationales, ce qui signifie de deux *droits inaliénables* et de deux *histoires inachevées*.

Faute de maintenir ces deux acquis, le chapitre « Oslo » sera purement et simplement annulé et tout, absolument tout, sera à refaire au Moyen-Orient.

*Jean De Munck*